

LE CRIME DE SCOLASTICIDE (OU ÉDUCIDE) À GAZA

Depuis 2023 et la nouvelle guerre de l'État d'Israël contre la bande de Gaza, un nouveau terme vient s'ajouter à la liste des violences subies par la population palestinienne : le crime de « scolasticide » (appelé également « éduicide »). Ces néologismes font référence à la volonté d'anéantir de façon préméditée un système d'éducation.

Cette mise en œuvre, dans le contexte palestinien, se matérialise par l'arrestation, la détention ou l'assassinat d'enseignant-es, d'étudiant-es et de membres du personnel éducatif, ainsi que par la destruction de la quasi-intégralité des infrastructures éducatives.

Ces actes constituent un crime de guerre, selon l'Article 56 des Règlements de La Haye, qui interdit « toute saisie ou destruction ou dommage intentionnel causés aux institutions éducatives, charitables, culturelles et religieuses » (rapport d'Amnesty International de 2024). Les écoles et tous les autres établissements éducatifs sont (en théorie) protégés par le droit humanitaire international, mais ils n'ont pas été épargnés par les forces armées israéliennes.

Dans les 11 premiers mois de guerre, 85 % des écoles (477 sur 564) ont été frappées ou endommagées, dont 396 bâtiments scolaires

frappés directement, et au moins 9 839 élèves et 411 enseignant-es et personnels administratifs ont été tué-es (Reliefweb 2024). Après treize mois de bombardements, l'UNICEF a rapporté que plus de 95% des écoles de Gaza avaient été partiellement ou complètement détruites, et que 87 % exigeraient une reconstruction importante avant de pouvoir fonctionner à nouveau. Ajoutons que les 12 universités que comptait la bande de Gaza ont été détruites par plasticage (destruction par explosifs).

En attendant, ce sont 658 000 enfants en âge d'être scolarisé-es à Gaza qui sont privé-es de toutes les activités d'apprentissage. L'imagerie satellite suggère que les écoles sont maintenant utilisées pour des opérations militaires, dont la détention de prisonnier-es et les interrogatoires militaires (rapport d'Amnesty International de 2024). En outre, à Gaza, plus d'un million d'enfants nécessitent un soutien psychologique, selon l'UNWRA,

l'agence onusienne pour les réfugié-es palestinien-nes.

Bien entendu, le gouvernement d'extrême droite israélien essaye de justifier ces multiples attaques des institutions éducatives par le fait qu'elles seraient utilisées par le Hamas ou d'autres groupes armés comme centres de commandement et de contrôle et que cela en fait des cibles militaires légitimes. Mais à ce jour il n'a jamais fourni de preuves fiables pour étayer cette affirmation.

Le scolasticide représente donc bel et bien un des niveaux de la campagne systématique d'Israël pour détruire les Palestinien-nes en tant que groupe national et donc un des éléments constitutifs du crime de génocide.



En solidarité, la FERC poursuivra son engagement en soutien aux campagnes menées par l'UNWRA en soutien aux personnels de l'éducation et aux élèves et étudiant-es de Palestine.

